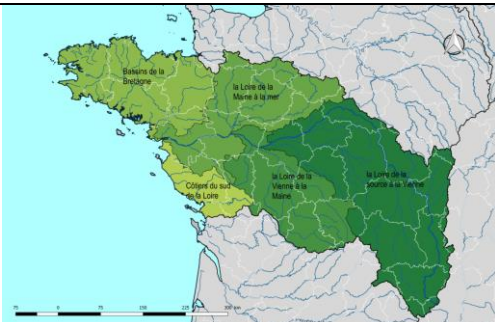
	Sdage (SDAGE), programme de mesure et Plan de gestion du risque inondations (PGRI) du bassin Loire-Bretagne	
Montage du dossier par		Secrétariat technique du bassin Loire-Bretagne
Localisation		
Document cadre	S.D.A.G.E. du bassin Loire-Bretagne	
Existant	S.D.A.G.E. en cours 2016-2021 Révision engagée en 2019	
Concertation	Les travaux de révision du Sdage et de son programme de mesures doivent faciliter l'expression de chacun sur ce projet. Cela a nécessité un travail technique et politique important : au total, ce sont 22 réunions de la commission planification du comité de bassin et groupes techniques et 27 réunions d'autres commissions du comité de bassin (commissions territoriales, commissions communication, littoral, milieux naturels) qui ont permis d'aboutir à ce projet adopté par le comité de bassin Loire-Bretagne le 22 octobre 2020 pour le soumettre à la consultation du public et des acteurs du 1er mars au 1er septembre 2021.	
Données principales		
Sur la qualité des eaux	<p>Nitrates pas d'évolution par rapport au sdage actuel : programmes d'actions régionaux pour réduction des flux et des intrants – défini territoires sensibles : captages prioritaires BV Mayenne : réduction du flux de 30 à 40 % Le S.A.G.E. peut proposer un linéaire de cours d'eau concernés par les dispositifs végétalisés. Pollution organique (dont phosphore) et bactériologique : exigences de traitements liés aux changements climatiques par rapport à la localisation des stations d'épuration et Eq/hab, Amélioration collecte eaux usées Gestion eaux pluviales et intégration à l'urbanisme Le S.A.G.E. peut définir des zones prioritaires ANC</p> <p>Pesticides pas d'évolution par rapport au S.D.A.G.E. actuel, prise en compte des évolutions de la réglementation : formation des professionnels à l'utilisation des produits, surfaces en herbe et transition agroécologique, cibler captages prioritaires Le S.A.G.E. fait un plan de gestion de réduction des pesticides</p> <p>Micropolluants : 5 nouvelles dispositions vers l'amélioration de la connaissance, connaissance de la toxicité et volumes des sédiments stockés dans les retenues, objectifs de réduction des émissions de substances d'intérêt, dispositions pour les stations d'épuration.</p>	

	<p>Le S.A.G.E. doit intégrer un volet sur la réduction des rejets de micro-polluant</p> <p>Protéger la santé : appui sur les schémas départementaux d'alimentation en eau potable, adaptation au changement climatique, actualisation liste des captages prioritaires, liste nappes réservées à l'aep, nouvelle disposition sur la géothermie/mobilisation – contact des nappes d'eaux pour l'alimentation en eau potable, profils de baignades</p> <p>Captages prioritaires sur le bassin versant de l'Oudon : Oudon à Segré-en-Anjou Bleu, La Plaine à Château-Gontier sur Mayenne, L'éperonnière à Livré la Touche, Le Chalonge à St Cyr le Gravelais</p> <p>Captages sensibles sur le bassin versant de l'Oudon : les Fauvières la Cruchère à St Cyr le Gravelais</p> <p>Le S.A.G.E. actualise la liste des captages prioritaires</p>
<b>Sur la gestion quantitative</b>	<p>Renforce prise en compte du changement climatique</p> <p>Importance d'économies l'eau dans les réseaux d'eau potable</p> <p>Améliorer la gestion de crise</p> <p>Améliorer les connaissances sur prélèvements et besoins</p> <p>Prévenir l'apparition d'un déficit quantitatif en plafonnant les prélèvements à l'étiage</p> <p>Encadrement du stockage hivernal</p> <p>Actualisation des critères pour faire des réserves de substitution dans le cadre de PTGE</p> <p>Recherche de sobriété et d'optimisation des usages de l'eau</p> <p>Période de référence pour définir le volume de substitution définie 2011-2020 (plus de référence à un % de réduction)</p> <p>Révision des anciennes autorisations de prélèvements (sans durée, ou sans limitation en volume prélevé)</p> <p>L'Oudon est classé 7B3 : bassin avec un plafonnement au niveau actuel des prélèvements à l'étiage pour prévenir l'apparition d'un déficit quantitatif</p> <p>Le S.A.G.E. :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. comprend un programme d'économies d'eau</li> <li>. doit encadrer les prélèvements, en 7B3 plafonnement des prélèvements au niveau actuel</li> <li>. peut identifier des points nodaux et objectifs de débits</li> </ul> <p>Le S.A.G.E. peut modifier le cadre fixé par le S.D.A.G.E. sur la base d'une étude HMUC : ajustement des objectifs, conditions de prélèvements, période de référence pour l'étiage, conditions de prélèvements hivernaux.</p> <p>L'Oudon est identifié comme « territoire susceptible de faire l'objet d'une démarche de classement en ZRE par le Préfet coordonnateur de bassin » (=&gt; obligation de s'engager à élaborer un Projet de Territoire pour la Gestion de l'Eau avant juin 2021).</p> <p>Gestion de la crise</p> <p>Les objectifs de quantité fixés au point nodal Oudon à Segré-Maingué</p>

	<p>DOE débit objectif d'étiages (ensemble des usages possibles avec le bon fonctionnement des milieux aquatiques) = 150 l/s</p> <p>DSA Débit seuil d'alerte = 600 l/s</p> <p>DCR débit de crise = 100 l/s</p> <p>La révision du S.D.A.G.E. ne tient pas compte des préconisations de l'étude sur les volumes prélevables. Le DOE est en réalité proche du DSA. Il faudrait donc relever le DSA et le DCR (en cause déficit quantitatif, fortes altérations hydromorphologiques) avec des conséquences fortes sur les restrictions d'usages.</p>
<b>Sur les milieux aquatiques</b>	<p>Inventaires et préservations des zones humides, rôle en cas de crues</p> <p>Préservation des capacités d'écoulements des crues</p> <p>Restauration cours d'eau et continuité écologique</p> <p>Impact des plans d'eau, encadrement mise en place ou régularisation des plans d'eau, assouplissement des créations pour pisciculture</p> <p>Actualisation des conditions d'extraction granulats en lit majeur</p> <p>Le S.A.G.E. :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. identifie, hiérarchise et détermine les actions à mener sur les têtes de bassin versant</li> <li>. fixe un objectif chiffré et daté de réduction du taux d'étagement ;</li> <li>identifie priorités d'action pour taux de fractionnement</li> <li>. prête une attention particulière au traitement coordonné des ouvrages</li> <li>. identifie les espaces de mobilité, les zones vulnérables des sols à l'érosion et établit un plan d'actions</li> <li>. peut améliorer la connaissance des zh par des analyses socio-économiques</li> </ul> <p>Préservation biodiversité aquatique, contrôle espèces envahissantes par gestionnaires des milieux aquatiques</p> <p>La rivière Oudon est axe migrateur de la confluence avec la Mayenne à la confluence avec la Mée : nécessite une protection complète des migrateurs (espèce cible : anguille)</p> <p>Le sous-bassin de la Maine est prioritaire pour la restauration de l'anguille</p> <p>Réservoirs biologiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. L'Oudon depuis la confluence avec la Verzée (sous-préfecture de Segré) jusqu'à la confluence avec la Mayenne</li> <li>. l'Uzure depuis l'étang de la Rincerie jusqu'à la confluence avec l'Oudon</li> <li>. l'Hière depuis la confluence avec le ruisseau de Marigné jusqu'à la confluence avec l'Oudon</li> <li>. la Nymphé et tous ses affluents jusqu'à sa confluence avec la Verzée</li> </ul> <p>Le S.A.G.E. peut définir des objectifs et des mesures de préservation et de restauration des habitats aquatiques et de leur diversité</p>

	<p><b>Préserver les têtes de bassin versant</b></p> <p>Le S.A.G.E. comprend systématiquement un inventaire des zones têtes de bassin versant et une analyse de leurs caractéristiques, fixe objectifs et principes de gestion déclinés dans les programmes d'actions</p>
<p><b>Sur la gouvernance</b>  <b>L'information et la sensibilisation</b></p>	<p><b>Mieux articuler la planification (SAGE) et l'action (contrats territoriaux)</b></p> <p><b>Optimisation financière</b></p> <p><b>Nouvelle disposition qui recommande d'associer les C.L.E. dans les docs d'urbanisme</b></p> <p>Importance de l'analyse économique dans le S.A.G.E.</p> <p>S.A.G.E. comprend un volet pédagogique : liste enjeux pour lesquels efforts de communication et sensibilisation, notamment actions sur la culture du risque inondations (cf. aussi PGRI)</p>
<p><b>Sur le programme de mesures pour la commission Maine-Loire-Océan</b></p>	<p><b>Priorités :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. sur la gestion quantitative (pénalise l'atteinte du bon état des eaux) : connaissance, économies d'eau, actions sur plans d'eau</li> <li>. sur les pollutions diffuses nitrates, pesticides, phosphore : limitation des transferts</li> <li>. sur les milieux aquatiques dégradés : reconquête continuité écologique, restauration hydromorphologique des têtes de bassin versant, protection des zones humides, diminution impact cumulé des plans d'eau</li> </ul>
<p><b>Sur le plan de gestion du risque inondations</b></p>	<p>6 objectifs et 48 dispositions</p> <p>Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues</p> <p>Planifier l'organisation et l'aménagement du territoire en tenant compte du risque</p> <p>Réduire les dommages aux personnes et aux biens implantés en zone inondable</p> <p>Intégrer les ouvrages de protection contre les inondations dans une approche globale</p> <p>Améliorer la connaissance et la conscience du risque d'inondation</p> <p>Se préparer à la crise et favoriser le retour à la normale</p> <p>Les territoires à risque important (TRI) sont définis suivant des seuils :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 7500 hab pour crues rapides et submersion marine</li> <li>- 15 000 hab pour débordement de cours d'eau</li> </ul> <p>22 TRI identifiés et arrêtés en 2018.</p> <p>Le bassin versant de l'Oudon n'est pas TRI.</p>

## Conclusions / Propositions :

À l'issue de la présentation sur le S.D.A.G.E. et le programme de mesure en C.L.E. du 28 mai 2021, il est proposé de remettre un avis favorable sur le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux et le programme de mesures avec une réserve et des remarques exposées ci-dessous.

La Commission Locale de l'Eau relève les points importants suivants pour le territoire :

- L'état des masses d'eau n'est pas récent (2017).
- Assurer un suivi des bactéries, virus et parasites.
- Améliorer la connaissance de l'origine des polluants agricoles, industriels, collectivités.
- Prendre en compte « l'écosystème » et son fonctionnement pour la lutte contre les pollutions diffuses.
- Prendre en compte l'évolution de l'occupation du sol.
- Améliorer la connaissance de l'impact des plans d'eau.
- Prendre en compte toutes les études menées à propos de l'évaporation des plans d'eau.
- Ne pas durcir les conditions de création de réserves alors que le stockage hivernal sera nécessaire avec le dérèglement climatique.
- Restaurer des zones humides nécessite une volonté politique et des moyens.

La Commission Locale de l'Eau émet une réserve au projet car il n'y a aucune orientation ou disposition pour préserver le complexe bocager (haies, talus, mares, prairies) alors que les effets bénéfiques sont connus contre l'érosion, contre les transferts, pour la préservation des têtes de bassin versant, pour la biodiversité des milieux aquatiques,...

**Il est proposé de remettre un avis favorable au Plan de gestion du Risque Inondations et de demander un renforcement des mesures de prévention à partir du moment où il existe un risque inondation.** En effet, le Plan de gestion du risque inondations limite certaines dispositions aux territoires à risque importants (TRI). Notamment celles concernant les objectifs :

- Améliorer la connaissance et la conscience du risque d'inondation
- Se préparer à la crise et favoriser le retour à la normale

Les mesures de prévention du risque devraient s'appliquer sur tout le territoire avec des mesures renforcées pour les TRI.